



Réunion organisée en marge de la 8^{ème} session du Groupe de travail ouvert sur les Objectifs de développement durable

Mesurer la gouvernance démocratique : l'art du possible

Salle E (NLB), Siège des Nations Unies
Judi 6 février 2014, 13 h.15 – 14 h.30

Déjeuner léger au Café Vienna, 2^{ème} étage (12 h.45 – 13 h.15)

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

- | | | |
|----------------------|----------------------|---|
| 13 h.15 –
13 h.30 | Introduction | <p><i>La gouvernance démocratique, but et moyen du développement durable : le pourquoi d'un objectif à part entière</i></p> <p>S.E. l'Ambassadeur Od Och
Représentant permanent de la Mongolie auprès des Nations Unies
<i>Expérience, enseignements et progression de l'OMD 9, objectif volontaire visant à promouvoir les droits de l'homme et la gouvernance démocratique en Mongolie</i></p> <p>Parlementaire (à confirmer)
Union interparlementaire (UIP)
<i>Points de vue parlementaires sur la gouvernance démocratique comme pilier du développement durable</i></p> |
| 13 h.30 –
14 h.00 | Débat technique | <p><i>Mesurer la gouvernance démocratique, indicateurs et évaluations, ce qui est possible</i></p> <p>M. Anders Johnsson
Secrétaire général de l'Union interparlementaire
<i>Evaluer l'efficacité des parlements comme piliers de la gouvernance démocratique : indicateurs de représentation, de transparence et de responsabilité</i></p> <p>Mme Margot Wallström
Présidente du Conseil consultatif, International IDEA
<i>Evaluation par les citoyens de l'état de la démocratie aux échelons national et local : de l'intérêt d'enquêtes fondées sur le ressenti comme instrument méthodologique</i></p> <p>M. Nicholas Leader
Conseiller sur la gouvernance et de l'administration publique,
Groupe de la gouvernance démocratique, Bureau des politiques de développement, PNUD
<i>Dernières conclusions de consultations d'experts sur les indicateurs de la gouvernance démocratique : aspects à mesurer, catégories d'indicateurs et autres questions techniques.</i></p> |
| 14 h.00 –
14 h.25 | Débat interactif | |
| 14 h.25 –
14 h.30 | Remarques de clôture | <p>M. Massimo Tommasoli
Observateur permanent d'International IDEA auprès des Nations Unies</p> |



Réunion organisée en marge de la 8^{ème} session du Groupe de travail ouvert sur le développement durable
Mesurer la gouvernance démocratique : l'art du possible

Salle E (NLB), Siège des Nations Unies

13 h.15 – 14 h.30

Jeudi 6 février 2014

De quelque façon qu'elle soit définie, la gouvernance est depuis longtemps considérée comme un élément clé du développement durable. En septembre dernier, la déclaration finale de la Réunion spéciale sur les OMD et le programme de développement pour l'après-2015 a réaffirmé la nécessité de promouvoir la « gouvernance démocratique » à travers les nouveaux objectifs de développement durable (ODD), en parallèle de l'état de droit et des droits de l'homme. Pour autant, il reste encore des incertitudes quant à la manière dont il convient d'incorporer la gouvernance dans le futur agenda. Faut-il en faire un objectif à part entière ou un principe censé guider l'ensemble des ODD ?

En mai 2013, le rapport du Groupe de personnalités de haut niveau chargé d'étudier le programme de développement pour l'après-2015 a recommandé un objectif indépendant consistant à *"assurer une bonne gouvernance et un cadre institutionnel efficace"*. A son tour, le Réseau des solutions pour le développement durable, institué par les Nations Unies, a lancé le mois suivant un appel à *"transformer la gouvernance au profit du développement durable"*, tandis que plusieurs organisations, au nombre desquelles l'UIP et International IDEA, se sont prononcées en faveur d'un objectif à part entière. Un certain nombre d'enquêtes menées auprès de citoyens, notamment l'enquête My World de l'ONU, ont montré que partout, les citoyens appelaient de leurs vœux une consolidation des dimensions essentielles de la gouvernance.

Malgré l'adhésion croissante à l'idée d'un engagement clair en faveur de la gouvernance dans les nouveaux ODD, une bonne partie des membres du Groupe de travail ouvert continuent à penser qu'un objectif indépendant ne serait pas réaliste compte tenu de la difficulté de trouver une définition commune et de fixer des indicateurs concrets de progression. Si l'on regarde les choses sous cet angle, la gouvernance serait essentiellement un *facteur intangible* de développement, qu'il serait difficile de mesurer sachant que chaque pays a sa propre structure institutionnelle et sa propre culture politique.

Cette rencontre permettra de montrer qu'il existe à ce jour de nombreuses façons de mesurer la solidité de la gouvernance démocratique dans tous les pays, tant développés qu'en développement, et d'en suivre les progrès dans le temps. L'exemple précoce de la Mongolie, qui s'est fixé un neuvième OMD sur les droits de l'homme et la démocratie, illustre bien ces différentes façons de faire. Il ressort en outre de recherches récentes que la gouvernance démocratique n'est pas seulement un moyen, mais aussi une *fin* du développement durable, qui trouve ses racines dans le cadre international des droits de l'homme et qu'elle peut être évaluée à l'aune de l'application des principes fondamentaux que sont la transparence, la reddition de comptes et la participation, à tous les échelons.

Après des remarques liminaires qui permettront d'aborder le thème général de la réunion et en particulier de donner une définition complète de la notion de gouvernance démocratique, un temps sera consacré à une discussion technique à laquelle seront invités trois ou quatre spécialistes pour exposer un certain nombre d'indicateurs de gouvernance démocratique.

Cette discussion se déroulera autour de l'idée qu'il faut un "tableau de bord" assorti d'indicateurs de gouvernance démocratique parmi lesquels les pays pourront choisir les plus adaptés à leur situation et à leurs points de référence propres. Les exposés techniques seront centrés sur quelques exemples concernant aussi bien des pays développés que des pays en développement, et pour lesquels des données sont disponibles ou pourraient facilement être obtenues, notamment grâce à des enquêtes nationales.